



La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 127 du 27 janvier 2017

Pays Nordiques

Rapport du WEF sur la croissance inclusive et le développement. La croissance inclusive aura été l'un des principaux thèmes abordés au cours du Forum Economique Mondial (WEF) de Davos où les initiatives internationales pour lutter contre la croissance faible et la hausse des inégalités se sont multipliées, parallèlement à la publication du rapport 2017 sur la croissance inclusive et le développement. Dans ce document, le WEF présente un nouveau classement reposant sur la création d'un indice de développement inclusif, construit à partir de 12 indicateurs et mesurant les performances de 109 pays sur les 5 dernières années. La Norvège se hisse à la première place de ce classement devant le Luxembourg et la Suisse. Les autres pays nordiques sont également bien placés (Islande 4^{ème}, Danemark 5^{ème}, Suède 6^{ème} et Finlande 11^{ème}) tandis que la France occupe la 18^{ème} position.

Gouvernance. *Transparency International* a publié son rapport annuel sur la corruption dans 168 pays pour 2016. Le Danemark est, comme en 2015, le pays du monde où l'indice de perception de la corruption est le plus faible. Il est suivi par la Finlande (3^{ème}, -1 place), la Suède (4^{ème}, -1 place), puis la Norvège (6^{ème}, -1 place) et l'Islande (14^{ème}, -1 place). Ces bons résultats recoupent ceux obtenus dans la dernière enquête *Doing Business* de la Banque mondiale et témoignent de la qualité de l'environnement des affaires dans la zone nordique. Le *Corruption Perception Index* couvre 176 pays et est élaboré à l'aide d'enquêtes réalisées auprès d'hommes d'affaires, d'analystes de risques et d'universitaires résidant dans ces pays ou à l'étranger.

Attractivité des talents. L'Insead, en collaboration avec Adecco et le Human Capital Leadership Institute (HCLI) a publié son indice « compétitivité et talent 2017 », classant 118 pays selon leur niveau d'attractivité des talents. Les pays nordiques enregistrent là aussi de bonnes performances : la Suède se classe à la 5^{ème} position (+1 place par rapport à 2016), le Danemark est 8^{ème} (-3), la Finlande est 9^{ème} (+1), la Norvège est 10^{ème} (-2) et l'Islande arrive à la 15^{ème} position (+2). Le classement est dominé par la Suisse, Singapour et le Royaume-Uni. La ville de Copenhague a été désignée ville la plus attractive du monde pour les talents étrangers.

Danemark

Facebook. Après trois ans de négociations, Facebook a annoncé qu'il construira son prochain centre de données à Odense. D'une surface totale de 56 500 m², le *data center* de l'entreprise américaine devrait voir le jour en 2020 et entraîner la création d'environ 1 000 emplois. La consommation électrique quotidienne de cette infrastructure devrait être équivalente à celle de 330 000 foyers. Apple a également lancé la construction d'un centre de données au Danemark, à Viborg, pour un investissement estimé à 850 M€.

Finance. Selon l'Association danoise des fonds d'investissement (*Investeringsfondsbranchen*), le montant des actifs financiers des ménages placés dans les fonds d'investissement s'élèverait à 541 MdsDKK (68,8 Mds€) en ce début d'année, soit une hausse de 16,3% (9,6 Mds€) par rapport à 2016. Environ 830 000 résidents danois détiendraient des participations au sein de fonds d'investissement privés.

Revenus pétroliers. Selon la presse, les recettes de l'Etat danois au titre des taxes sur l'extraction d'hydrocarbures en Mer du Nord auraient fortement diminué ces dernières années, passant de 36,5 MdsDKK (4,6 Mds€) en 2008 à 9,2 MdsDKK (1,1 Mds€) en 2015.

DONG Energy. DONG Energy a confirmé la vente de sa division pétrolière et gazière d'ici la fin 2017. Dans son rapport intermédiaire publié au T3 2016, la société avait déjà annoncé qu'elle avait pour objectif de vendre ses activités pétrolières et gazières. La division pétrolière et gazière a réalisé un chiffre d'affaire de 12,8 Mds DKK (1,7 Mds€), soit environ 18% du chiffre d'affaires total de DONG Energy en 2015.

Agriculture. Selon de nouvelles prévisions de Seges (spécialisé dans le conseil dans le secteur agricole et appartenant à la confédération agricole danoise, *Landbrug & Fødevarer*), le bénéfice d'exploitation total des agriculteurs danois, après déduction salariale, devrait progresser en 2017 de 5 MdsDKK (672 M€) par rapport à 2016. Le bénéfice pour 2017 est estimé à 2,2 MdsDKK (296 M€) contre -2,8 MdsDKK (-377 M€) en 2016. Seges a revu à la hausse ses dernières prévisions (le revenu d'exploitation était estimé à -0,1 MdDKK), du fait de l'amélioration du bénéfice des producteurs de lait et de porc en raison de la hausse des prix de ces produits.



La quinzaine nordique – 27 janvier 2017 © DG Trésor

Danish Crown. L'entreprise d'abattage Danish Crown a acheté l'abattoir allemand Teterower Fleisch (150 M€ de CA). Avec cette acquisition, Danish Crown augmente sa capacité d'abattage annuelle de 110 000 bovins (biologiques et conventionnels), ce qui correspond à environ 15% de ses volumes d'abattage de bovins, et devient le 5^{ème} abattoir bovin en Allemagne. Danish Crown doublera sa production de bovins biologiques avec cette opération. Cet achat correspond à la nouvelle stratégie de Danish Crown, qui vise à développer sa division bovine et à accroître sa production biologique.

Vestas. Avec l'installation de 560 MW supplémentaires, portant à 1,56 GW sa capacité de production, le fabricant d'éoliennes Vestas augmente sa part de marché en France, atteignant le niveau record de 35,9% en 2016. Vestas reste ainsi leader de l'éolien en France.

Parité. Selon une étude réalisée par l'Association des Communes (*Kommunernes Landsforening*), 2016 est considéré comme une année record en termes de parité dans les communes danoises. En effet, 44% des postes de direction dans les conseils municipaux sont occupés par des femmes, soit une augmentation de 23% par rapport à 2007.

Finlande

Banque européenne d'investissement. En 2016, la Banque européenne d'investissement a accordé des prêts à 26 projets finlandais dont le montant agrégé, 2 Mds€, constitue un record dans l'histoire des relations entre l'institution financière européenne et la Finlande. Ce sont principalement les secteurs de l'énergie (25%) et des transports (24%) qui ont bénéficié de ces opérations, qui intègrent également la participation de la BEI au titre du fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS), structure autonome au sein de la Banque et qui met en œuvre les objectifs du « Plan Juncker » lancé en 2015. A ce jour, 13 projets concernant la Finlande ont été approuvés par le FEIS pour un montant de 848 M€. La participation du FEIS sous la forme de garanties ou de prêts permet de mobiliser des financements du secteur privé plus importants que ceux qui auraient pu être trouvés sans cette aide. Au total, tous financements confondus, le coût de ces 13 projets est estimé à 2,6 Mds€. Les secteurs de l'énergie et des cleantech sont les plus représentés. Par ailleurs, le fonds a affecté un montant de 75 M€ à un programme de soutien aux PME finlandaises, qui devrait bénéficier à 300 entreprises environ dans le cadre d'un programme d'investissement estimé au total à 210 M€.

Chômage. Le taux de chômage est resté stable en décembre 2016 par rapport au mois précédent, à 8,6%, ce qui représente près de 34 000 demandeurs d'emploi en moins par rapport à la fin 2015. L'amélioration du taux de chômage au cours de l'année 2016 a été permise par d'importantes créations d'emploi, mais s'explique aussi par un taux de croissance de la population active proche de zéro, en lien avec le contexte démographique de la Finlande (en 2016, le solde naturel a été négatif) et la lente intégration des migrants dans la population active. Le chômage des 15-24 ans a reculé de 4,6% par rapport à l'an dernier et atteint 14,7%. En revanche, le chômage de longue durée et le chômage déguisé continuent de progresser : le nombre de personnes à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an a augmenté à nouveau en décembre 2016 (+3,2% en glissement annuel) et le nombre de chercheurs d'emploi « découragés » concerne 12 000 personnes supplémentaires (+7,8%). En décembre 2016, 37 000 offres d'emploi n'étaient pas pourvus (+5,6%).

Politique budgétaire. Le Conseil de politique économique, composé d'universitaires et chargé depuis janvier 2014 de fournir une analyse indépendante des politiques économiques, a publié le 24 janvier dans son rapport 2016 une analyse de la politique du gouvernement relativement critique. Il remet tout d'abord en cause l'évaluation du ministère des Finances de l'effet sur l'emploi des prévisions de croissance, estimant également peu probable que les objectifs de réduction du déficit public, notamment du déficit structurel, puissent être atteints. Tout en reconnaissant que des restrictions budgétaires supplémentaires affaibliraient la croissance, le Conseil les présente comme nécessaires pour assurer la soutenabilité des finances publiques à long terme. L'impact du pacte de compétitivité en termes de réduction du coût du travail et de créations d'emplois lui paraît également surévalué. En revanche, l'effet des récentes mesures visant à réduire la durée de versement des indemnités de chômage et inciter les chômeurs à retrouver plus rapidement un emploi est jugé favorable. Le Conseil préconise également une plus grande souplesse dans la fixation des salaires pour les migrants et les travailleurs peu qualifiés, ainsi qu'une décentralisation des négociations salariales, qu'il juge cependant très difficiles à mettre en place.

Réforme de la gestion des réseaux de transport. A l'issue d'une réflexion débutée en avril 2016 sur la modernisation des réseaux de transport finlandais, la ministre des Transports, Anne Berner, a présenté le 18 janvier un rapport proposant le transfert de la gestion de ces réseaux de l'Agence finlandaise des transports (*Liikennevirasto*) à une société de droit privé détenue en majorité par l'Etat. Selon le rapport, cette initiative permettrait de mieux répondre aux besoins d'entretien et de développement des réseaux. Elle serait principalement financée par des ressources propres provenant de la collecte de droits de péage auprès des usagers. Ces nouveaux prélèvements seraient compensés par l'abaissement des taxes liées à l'achat de véhicules et à la consommation de carburant. Ce projet a cependant fait l'objet



de vives critiques de la part des usagers, de l'ensemble des partis politiques, y-compris au sein du gouvernement, ce qui a conduit la ministre à annoncer son abandon dès le 23 janvier.

Islande

Immobilier. Les prix immobiliers ont progressé de 15,3% dans la région de la capitale en 2016, soit la progression la plus forte depuis 10 ans. Le marché immobilier dans le Grand Reykjavik se caractérise par un excès de demande sur l'offre de logements qui constitue le principal moteur de la hausse des prix.

Salaires. L'indice des salaires réels a progressé de 7,1% en 2016 selon Statistics Iceland, soit un niveau légèrement moins rapide qu'en 2015. En termes nominaux, le même indice a progressé de 9,1% entre 2015 et 2016.

Agriculture biologique. Les autorités islandaises ne souhaitent pas retirer leur demande de dérogation aux règles d'élevage biologique de l'UE, alors que la Norvège se dit prête à entamer un processus de transposition des règles de l'UE afin de continuer à commercialiser son saumon biologique sur le marché européen. Or sans l'accord de l'Islande il est impossible d'incorporer la législation européenne en matière d'agriculture biologique dans le traité de l'EEE. Une mission norvégienne doit se déplacer en Islande à la fin du mois de janvier pour parvenir à un accord sur ce sujet avec le ministère de la Pêche et de l'Agriculture.

Pêche. Les pêcheurs islandais vont bientôt entamer leur sixième semaine de grève, ce qui provoque des tensions sur les approvisionnements en poissons frais, en particulier sur les marchés britanniques. Les revendications du syndicat des pêcheurs islandais *Sjómannafélag Íslands* portent principalement sur une hausse des salaires permettant de compenser la hausse des impôts pour les pêcheurs, sur un prix du poisson fixé par le marché et non pas par les armateurs et les usines de traitement de poisson ainsi que sur les conditions de travail des pêcheurs. Les partenaires sociaux se sont rencontrés le 23 janvier mais aucun accord n'a été trouvé pour l'instant.

Norvège

Brexit. Michel Barnier, négociateur en chef de l'UE pour le Brexit, s'est rendu en Norvège le mercredi 25 janvier afin de s'entretenir avec le ministre norvégien aux Affaires européennes, Frank Bakke Jensen, et le ministre des Affaires étrangères Børge Brende, avant un déjeuner de travail avec la Première ministre, Erna Solberg, et une dernière réunion avec la ministre des Finances, Siv Jensen. Ont été notamment abordées pendant ces entretiens la position de la Norvège vis-à-vis du Brexit et la réaction du gouvernement au dernier discours de Theresa May. M. Barnier a indiqué devant la presse « porter attention à la position norvégienne vis-à-vis du Brexit » et a rappelé le lien commercial unissant la Norvège à l'UE. Frank Bakke Jensen s'est félicité de cette visite et la Première ministre a appelé à ce que la Norvège soit associée aux discussions à venir entre l'UE et la Grande Bretagne.

Pêche. Malgré la situation florissante de l'économie de la pêche et de l'aquaculture, le secteur génère peu d'emplois. La modernisation des techniques de pêche ou l'automatisation des fermes aquacoles explique cette situation bien qu'il s'agisse d'un poste d'exportation important pour le pays. 95% des produits de la mer norvégiens sont en effet exportés, notamment afin d'être transformés dans des pays comme la Pologne, premier destinataire mondial du saumon d'élevage norvégien. Les produits transformés ne rentrent pas dans le champ couvert par les accords avec l'EEE et sont assujettis à des droits de douanes cinq fois plus élevés que les exportations de poisson cru. Face à cette situation, les syndicats NHO (patronat) et LO (employés) réclament le « rapatriement » des activités de transformation du poisson qu'ils estiment correspondre à 20 000 postes.

Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS). Le FEIS, géré par la BEI, et l'agence publique Innovation Norway ont signé le 23 janvier un accord permettant à des PME norvégiennes d'accéder à de nouveaux financements européens dans le cadre du programme de recherche et d'innovation « Horizon 2020 ». Cette signature garantit un accès pour les PME norvégiennes à 1,3 MdNOK (environ 145 M€), via des prêts directs et des garanties sur les emprunts bancaires. Le directeur général du Fonds, Pier Luigi Gilibert, a souligné le caractère positif de cette opération qui bénéficiera à « plus de 350 PME norvégiennes », tandis que le Commissaire européen à la recherche, la science et l'innovation, Carlos Moedas, a salué l'esprit d'entreprise de la Norvège.

Hydrocarbures. Le groupe français Technip a officiellement fusionné mardi 17 janvier avec l'américain FMC Technologies. Les deux entreprises, réunies sous le nom de TechnipFMC, revendiquent ensemble 44 000 employés basés dans 48 pays, ce qui en fait la troisième entreprise parapétrolière mondiale, qui sera à la fois cotée sur le New York Stocks Exchange et sur Euronext Paris. TechnipFMC devrait continuer à travailler dans les pays où l'entreprise Technip était implantée, notamment le Brésil, la Malaisie et bien sûr la Norvège. Cette fusion a pour but de permettre aux deux compagnies parapétrolières de s'adapter au contexte du prix bas du baril de pétrole.

Suède



Moody's. L'agence de notation internationale table sur une croissance du PIB suédois de 2,4% en 2017, ce qui reste élevé au niveau européen, mais marque un ralentissement par rapport au rythme de croissance affiché en 2016 (3,6%, chiffre provisoire) comme en 2015 (+4,1%).

Inflation. La reprise de l'inflation se confirme en Suède alors que les taux directeurs de la banque centrale sont négatifs depuis près de deux ans, malgré une croissance élevée. Selon l'Office suédois des statistiques (SCB), les prix ont augmenté de 1,7% sur un an en décembre 2016 et l'inflation sous-jacente a atteint 1,9%, soit le niveau le plus élevé depuis 2010. Si la hausse des prix devait se confirmer dans les mois à venir, la politique monétaire de la Suède pourrait se resserrer, ce qui conduirait probablement à une hausse des taux d'intérêt et à une appréciation de la couronne suédoise.

Immobilier. Selon SCB et *Svensk Mäklarstatistik* (acteur privé qui produit des statistiques sur l'évolution du marché immobilier), le prix moyen d'un appartement dans le centre de Stockholm était à la fin de l'année 2016 de 92 127 SEK/m² (soit environ 9 700€/m²). Malgré des taux d'intérêt historiquement bas et l'excès de la demande sur l'offre de logements dans la capitale, le niveau des prix atteint à Stockholm fait craindre à de nombreux observateurs que l'on puisse prochainement assister à un mouvement de « correction » des prix. Dans le « grand Stockholm », le niveau des prix atteint en moyenne 57 393 SEK/m² (soit environ 6 100€/m²). En province, les prix sont également orientés à la hausse à Göteborg (prix moyen de 5 900€/m² fin 2016 pour le centre-ville et 4 500€/m² pour le « grand Göteborg ») comme à Malmö (3 200€/m² pour le centre et 2 700€/m² pour le « grand Malmö »).

Obligations vertes. Le gouvernement suédois, qui souhaite développer les obligations vertes, a nommé une commission nationale dirigée par l'ex-directeur du fonds de pension AP4, Mats Andersson (qui s'est exprimé sur le sujet dans le cadre de la conférence franco-nordique à Bercy organisée par les SE/R nordiques le 28 novembre dernier). Cette commission devra notamment analyser, d'ici le 15 décembre prochain, les types de projets qui pourront être financés par des obligations vertes et proposer des critères précis permettant d'identifier des projets verts. La commission proposera également un « mécanisme de validation des obligations vertes par une tierce partie » et précisera le niveau d'information nécessaire aux investisseurs. Si la commission décidait de soumettre une proposition d'émission publique d'obligations vertes, celle-ci devrait s'inscrire dans le cadre du budget national et être neutre en termes de coûts.

Travail intérimaire. Selon la Fédération des emplois d'intérim (*Bemanningsföretagen*), le nombre d'intérimaires a considérablement augmenté depuis la crise économique de 2009. La Suède compte environ 200 000 emplois de cette nature représentant 75 000 ETP annuels, contre 45 000 ETP en 2009, soit une progression de plus de 60%. Les syndicats locaux (LO et IF Metall notamment) sont inquiets de cette évolution, considérant que ce type d'emplois déroge trop souvent aux conventions collectives classiques, au détriment des intérimaires. Les conventions collectives prévoient généralement qu'un intérimaire doit bénéficier d'un CDI après 2 ans d'activité, mais ce principe est loin de concerner tous les secteurs. Les principales agences d'intérim en Suède sont des groupes de taille internationale (Lernia, Manpower, Adecco, Logent et Randstad).

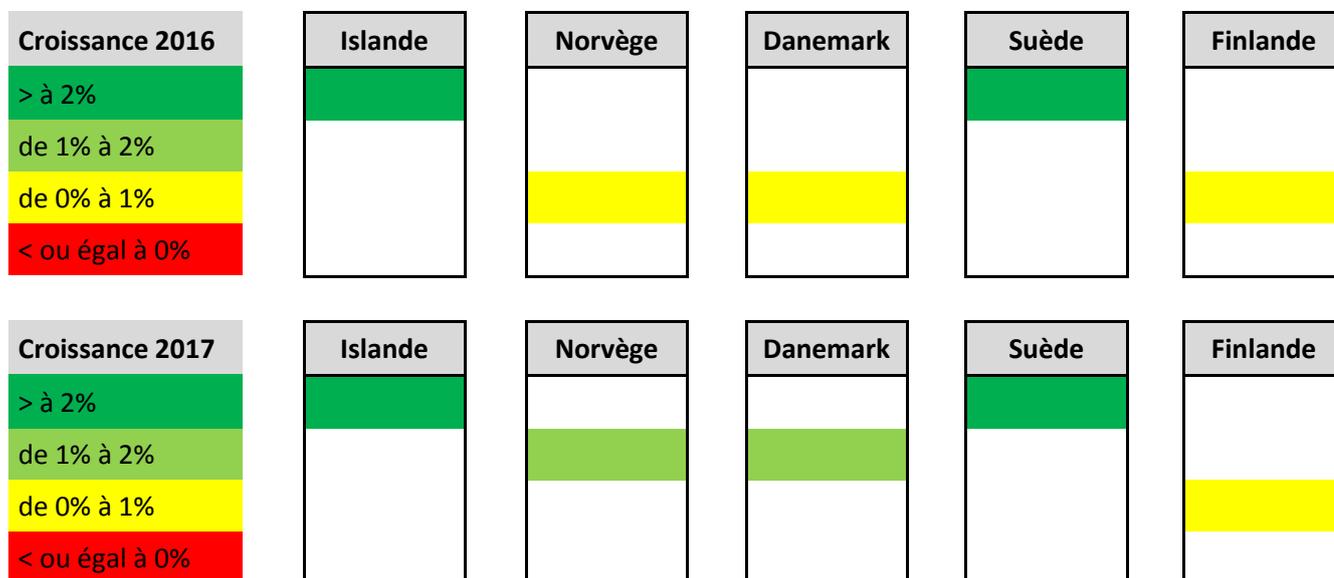
5G. Les opérateurs de téléphonie norvégien et suédois, Telenor et Tele2, ont trouvé un accord pour concevoir ensemble le nouveau réseau 5G en Suède. Net4Mobility, société créée par Telenor et Tele2, sera propriétaire de ce réseau qui devrait être opérationnel en 2020. A ce jour, l'identité de l'entreprise qui construira le réseau n'est pas encore connue, mais la presse suédoise rappelle que le géant chinois Huawei avait remporté en 2009 le contrat lancé par Telenor et Tele2 pour la construction du réseau 4G en Suède face au groupe Ericsson.

Atlas Copco. Le groupe industriel suédois a annoncé le départ de son DG, Ronnie Leten, qui sera remplacé par Mats Rahmström, ainsi que la division de son activité en deux sociétés séparées et cotées en bourse. La première comptera 12 000 employés et regroupera les secteurs « forage/mine » et « matériel de construction » avec un chiffre d'affaires évalué à 28 MdsSEK (soit environ 3 Mds€), tandis que la deuxième comptera 33 000 employés et rassemblera les secteurs « compresseurs industriels » et « outillage industriel » avec un chiffre d'affaires estimé à 74 MdsSEK (soit environ 7,8 Mds€).

Piratage/contrefaçon. Selon l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO), l'économie suédoise aurait perdu 6,5 MdsSEK (soit environ 687 M€) en 2016 à cause du piratage et de la contrefaçon, ce qui représente 4,4% des ventes dans les secteurs touchés, qui sont principalement l'industrie du cinéma, la musique, la joaillerie et la maroquinerie. A l'échelle européenne et toujours selon l'EUIPO, ce manque à gagner est évalué à 721 MdsSEK (soit environ 76 Mds€) pour l'année 2016, ce qui correspondrait à la perte de 790 000 emplois. Malgré le niveau élevé des pertes enregistrées, la Suède reste l'un des pays les moins touchés par le piratage et la contrefaçon en Europe.



La quinzaine nordique – 27 janvier 2017 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques


Source : Commission Européenne, prévisions d'automne (Novembre 2016)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
PIB										
Gouvernement	0,9	1,5	1,6	0,9	1,2	0,6	3,5	2,3	-	-
Banque centrale	1,0	1,4	1,0	1,3	0,7	1,3	3,2	2,2	5,0	4,5
Institut stat./conj****.	1,0	2,0	0,9	1,2	0,8	1,6	3,4	2,1	4,8	4,4
Commission*	1,0	1,7	0,8	0,8	0,7	1,6	3,4	2,4	4,0	3,5
FMI**	1,0	1,4	0,9	1,1	0,8	1,2	3,6	2,6	4,9	3,8
OCDE***	1,0	1,8	0,9	0,9	0,6	1,3	3,4	2,8	4,4	3,5
SEB	1,4	2,1	0,8	1,0	1,2	1,4	3,7	2,8	-	-
Nordea	1,0	1,5	1,5	1,0	0,8	1,7	3,2	2,3	-	-
Danske Bank	1,1	1,7	0,8	1,0	1,0	2,3	3,0	2,0	-	-

Source :

* Prévisions d'automne (novembre 2016)

** World Economic Outlook (avril 2016) ou rapports pays

*** Perspectives économiques (mai 2016)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis

Code couleur des mises à jour :
En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



La quinzaine nordique – 27 janvier 2017 © DG Trésor

2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Déficit public										
Gouvernement	-1,4	-1,6	-2,2	-2,5	7,5	7,9	-0,2	-0,3	-	-
Commission*	-0,9	-2,0	-2,4	-2,5	3,1	3,5	0,0	-0,1	2,4	1,2
FMI**	-0,9	-1,9	-2,4	-2,4	3,0	3,2	-0,4	-0,7	14,7	0,5
OCDE***	-2,5	-2,1	-2,4	-1,6	3,2	3,1	0,2	0,1	0,3	0,5

NB : déficit hors pétrole pour la prévision gouvernementale de la Norvège (en % du PIB continental)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Dettes publiques										
Gouvernement	38,1	37,6	63,7	65,3	-	-	42,0	40,9	-	-
Commission*	38,9	38,3	65,4	67,1	31,9	31,8	41,6	39,9	52,5	48,0
FMI**	45,7	46,3	63,8	65,3	27,9	27,9	42,7	41,2	55,1	51,8

NB : dette brute de l'Etat central pour la prévision du gouvernement islandais

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Autres										
inflation (IPCH)*	0,0	1,2	0,3	1,3	3,5	3,0	1,1	1,6	1,7	2,2
cons. privée*	2,0	1,9	1,4	0,5	2,1	2,1	2,8	2,6	7,3	5,0
chômage (BIT)*	6,1	5,9	8,9	8,5	4,7	4,3	6,8	6,4	3,4	3,0

Source :

 * *Prévisions d'automne* (novembre 2016)

 ** *World Economic Outlook* (novembre 2016)

 *** *Perspectives économiques* (mai 2016)

 **** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis*
Code couleur des mises à jour :
En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

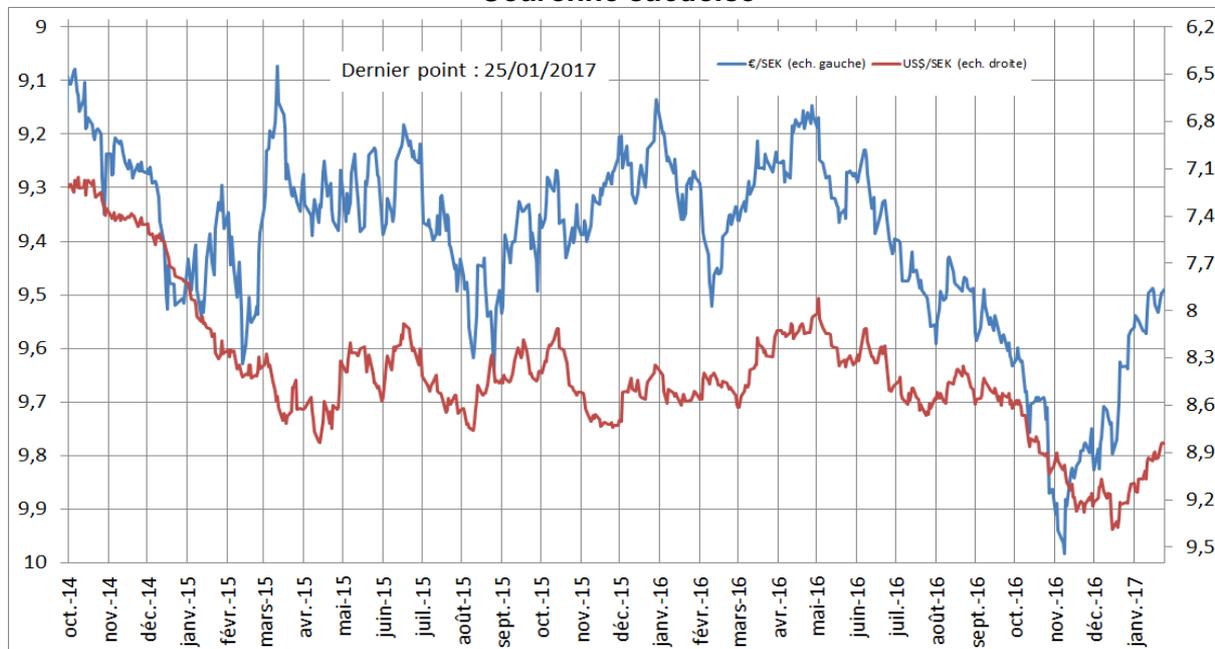
En vert : amélioration



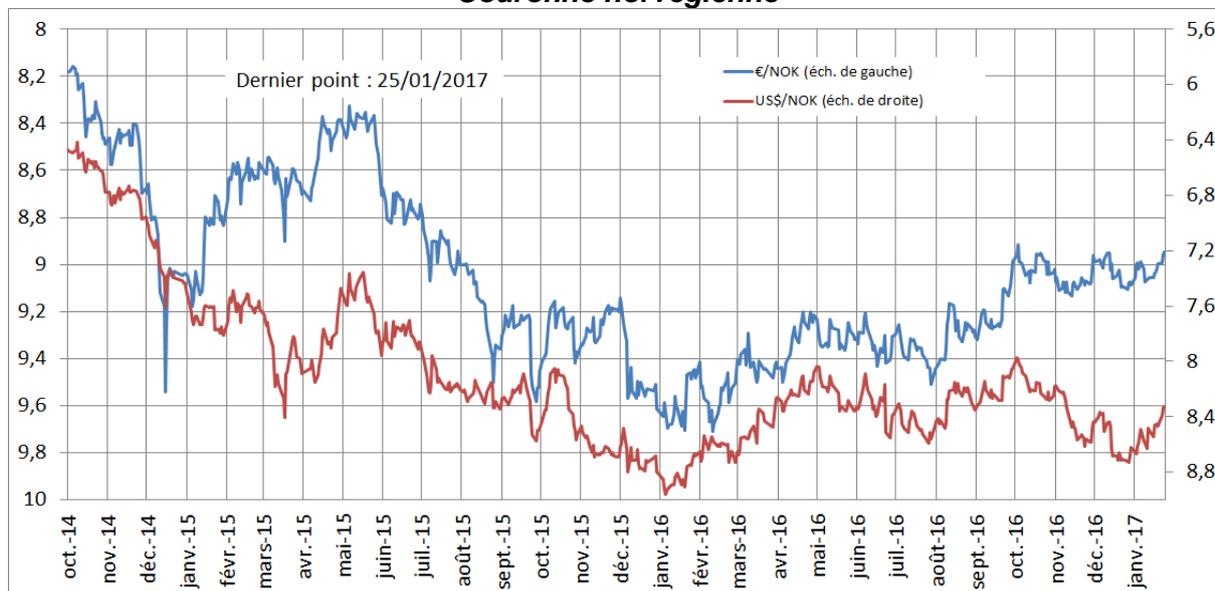
La quinzaine nordique – 27 janvier 2017 © DG Trésor

3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à pierre-alexandre.miquel@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (C. Bauduin, R. Fournier, M. Valeur, M. Lallemand), Helsinki (N. Mouy, T. Cardiel), Oslo (E. Gabla, A. Labaune), de l'ambassade de France en Islande (R. Girard) et du Service Économique Régional de Stockholm (F. Lemaître, J. Grosjean, T. Charrier, R. Saudrais).